

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 639 mardi 1^{er} décembre 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

Le Frère André, surnommé le Saint Joseph de Montreal qui resta humblement toute sa vie portier de son monastère et fit de son vivant beaucoup de miracles au nom de Saint-Joseph, le jour de ses vœux :

« Moi, Joseph-Alfred Bessette, frère André, tout indigne que je suis, appuyé néanmoins sur le divine miséricorde, et poussé par le désir de servir l'adorable Trinité, je fais au Dieu tout-puissant, les vœux de pauvreté, chasteté et obéissance selon les règles et constitutions de notre congrégation ... »

EDITO

LA CHIMERE DU GRAND PARIS

Nous avons déjà dit tout le mal qu'il faut penser du projet du Grand Paris. Au moment où tout le monde est conscient de l'empilement insupportable des collectivités locales le président de la république pour son bon plaisir en crée une nouvelle à un échelon gigantesque. L'une des raisons principales est la cupidité des hommes politiques et des

hauts fonctionnaires. Quand les unités publiques s'agrandissent le statut, la richesse et le pouvoir des dirigeants s'envolent littéralement. Ils agissent de plus en plus sans contrôle tournant dans une sphère incroyablement élevée qui tourne uniquement pour elle-même : voir l'Europe supranationale.

Le projet du Grand Paris commence rapidement à exercer ses ravages. Une loi est en préparation avec déjà 360 amendements ! Une société du Grand Paris va être constituée avec pour objectif de réaliser 130 km de métro en double boucle qui viendront à l'aide d'une quarantaine de gares à desservir neuf grands pôles de développement économique francilien : bonjour les travaux pendant des dizaines d'années.

Egalement un nouveau centre de fromages va être créé sous forme d'un établissement public d'aménagement.

Le respect du marché libre voudrait qu'on laisse les villes se développer au fur et à mesure des besoins tels qu'il s'exprime dans ce marché libre et non pas par une décision tombant d'en haut.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LE VRAI VISAGE DE VALERIE PECRESSE

Cette dame a présenté officiellement, tout sourire dehors, les boîtes de dix préservatifs à deux euros qui seront disponibles dans des distributeurs dans toutes les fcs dès 2010. C'est un encouragement clair à la luxure organisé avec l'argent arraché au contribuable par la force fiscale.

ISLAMISATION DE L'EUROPE

Voici deux faits occultés par les médias aux ordres qui, comme d'habitude, ont pris le parti de minimiser les « incidents » causés par les supporters algéro-« français » :

Outre quelques dizaines de magasins et établissements publics incendiés, il faut compter un minimum de 330 voitures brûlées dans diverses villes de France et des dizaines de blessés, notamment chez les forces de l'Ordre et les pompiers !!!

Dans la nuit de mercredi 18 novembre à Toulouse, le drapeau français qui flottait sur le Capitole a été enlevé et remplacé par un drapeau algérien !!!

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que leurs auteurs)

TAXE PROFESSIONNELLE

Cher Monsieur, Vous décrivez parfaitement l'impéritie de notre chef d'Etat. Il est arrivé au pouvoir, à coup de phrases toutes faites et de slogans vagues et irréalistes. Le malheur est que la plupart des Français n'ont aucun sens critique. Sarkozy est en train de porter l'estocade finale à notre pays. La destination du futur emprunt est aberrante. Il faudrait déjà purger l'Université de tous ceux qui n'ont rien à y faire. D'autre part, le pays a sombré dans la bureaucratie qui sera bientôt pire que celle qui existait en URSS. La régionalisation a été conduite par de vieux socialistes qui vouaient une grande admiration à la bureaucratie Soviétique. Toutes mes salutations.

EVRARD Michel.

SUICIDES A FRANCE TELECOM

Sur ce sujet, voici ce que j'écrivais en septembre 2009 :

Les médias retentissent des plaintes des parents et amis des suicidés de France Télécom. Les syndicats et collectifs mettent en avant les conditions de travail inhumaines qui seraient imposées aux malheureux employés.

Il est vrai que passer d'un rythme de fonctionnaire à celui d'une Entreprise peut représenter une épreuve. Devoir considérer un usager comme un client exige une mutation conceptuelle et spirituelle qui n'est sans doute pas à la portée de tout un chacun.

Mais pour ramener toutes ces clameurs à leur vrai poids de matière sèche, qui s'est posé la question de savoir si ces suicides sont vraiment exorbitants ? Je l'ai fait ! Et j'ai découvert que le taux de suicides chez France Télécom est ... exactement celui de l'ensemble de la population française : donc, on se calme, tout est normal, et il n'y a pas lieu à tout ce charivari.

J'attends simplement avec impatience qu'on nous annonce un résultat identique chez les salariés de la RATP, de la SNCF, de la Poste, et autres institutions qui opèrent – théoriquement – dans le secteur concurrentiel.

Bien libéralement vôtre,

Francois Aureau

CHEMINOTS

Cher Michel de Poncins,

Depuis de nombreuses semaines je m'inquiétais de ne plus recevoir votre lettre régulièrement, c'est donc avec grand plaisir que je viens de lire votre dernière, concernant les cheminots.

D'une manière générale, il faut en finir avec le marxisme larvé dont la France crève. Entre la SS et le reste des impôts, l'état s'approprie près de 80% de ce que nous gagnons par notre travail. Ca ne peut plus durer !

Une première réforme urgente serait de supprimer carrément l'IRPP en le remplaçant soit par quelques points de TVA, soit par une flat tax de 5 à 7 pour cent payée par tout le monde sans exception, soit par un mélange des deux. Cet IRPP n'est récolté que par la terreur fiscale. Bien entendu la suppression de cet impôt néfaste doit s'accompagner de la suppression pure et simple de l'ISF et son remplacement par rien.

Une seconde réforme urgente serait de supprimer franchement et sans pitié le monopole de la SS. Ca la mettrait en faillite ? mais elle y est déjà, en faillite ! Ainsi ceux que le système oblige à payer cinq, dix ou vingt fois le prix que a vaut leur "protection sociale" parce qu'elle est proportionnelle (alors que les prestations sont les mêmes pour tout le monde) seraient libres de s'assurer ailleurs à des prix honnêtes. La SS fonctionne aujourd'hui comme l'IRPP : dans les deux cas, 75% de la recette est payée par moins de 20% des cotisants. C'est du fascisme économique, de la discrimination éhontée, de la chasse au faciès (de "riche"), c'est insupportable.

Bien amicalement,

Jean-Marie Arnaudès

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 30 NOVEMBRE 2009

LE GRAND EMPRUNT

Je dépense donc je suis : ce pourrait être le portail d'entrée de la folle perspective du grand emprunt.

Son histoire est encore un de ces contes fantastiques auxquels le Sarkozysme en majesté nous a habitué. Suivant la rumeur journalistique, l'idée est venue tout à fait par hasard ; elle aurait été soufflée à Sa Majesté par un de ses innombrables et coûteux conseillers, qui jouent le rôle de ministres, faute que les vrais ministres exercent leur pouvoir. Ajoutée au dernier moment dans un discours, la fusée s'est aussitôt envolée vers les hauteurs.

Dans cette idée, il est facile de reconnaître tous les défauts de l'étatisme auquel nous sommes maintenant, hélas, asservis.

D'abord, par imitation du capitalisme, se trouve le concept que l'État pourrait investir pour créer de la richesse. C'est évidemment faux : j'ai montré souvent comment et pourquoi l'État n'est jamais en mesure de créer de la véritable richesse.

Ensuite, s'ajoute le mépris de l'endettement. Alors que même les plus fidèles parmi les fidèles pleurnichent sur l'endettement démesuré de l'État, celui-ci rêve d'un endettement supplémentaire.

Et, merveille parmi les merveilles, l'idée de l'endettement est lancée sans savoir ce qui va être fait avec de l'argent qui n'existe pas encore. Chez les entrepreneurs privés, qui résistent encore à l'assaut destructeur du gouvernement, la question de l'endettement éventuel n'est posée que si l'on se trouve en face d'un projet déjà structuré et porteur d'avenir, c'est-à-dire annonciateur de profits.

Après réflexion, l'emprunt va être placé dans les marchés financiers et non pas dans le public. La raison avancée, qui n'est pas fausse, est que si l'emprunt était placé dans le

public il faudrait prévoir un taux d'intérêt tout à fait excessif pour éviter le crash : dans toutes les mémoires, il y a encore la ruine que l'emprunt Giscard d'Estaing avait infligé au peuple français, il y a déjà longtemps ; la musique de cette ruine résonne encore dans l'économie française, car l'argent une fois détruit ne se reconstitue jamais.

De même, une salutaire réflexion a conduit progressivement à diminuer l'importance de l'emprunt. Le pouvoir n'aurait pu imaginer faire marche arrière en avouant qu'il s'était trompé ; il amoindrit donc le drame en diminuant le montant initialement prévu.

Dès le début de l'aventure, il a fallu ouvrir l'ère des parlottes.

Le deuxième prétendument trait de génie fut de confier la réflexion à une commission coprésidée par deux anciens premiers ministres dont le titre de gloire fut de créer deux impôts destructeurs de l'économie française.

La mission, qui leur fut octroyée et ce n'est pas un rêve, est de « dessiner la France de demain ». Les enarchos-gauchos au pouvoir ignorent que la France de demain ne peut être dessinée que dans le cadre de la liberté d'action de chacun des Français et en particulier des créateurs d'entreprises et de projets.

Aux dernières nouvelles, les 35 milliards d'euros prévus pour « investir sur l'avenir » seraient attribués grosso modo comme suit.

16 milliards iraient dans les universités, c'est-à-dire dans un gigantesque trou noir, dont l'argent ne sortira jamais. Les universités, contrairement aux prétentions du pouvoir, n'ont pas été réformées et ont reçu simplement un tout petit début d'autonomie sans vraie signification. Seul pourrait être rentable l'argent placé dans les universités par des capitalistes privés ou des associations libres ; ils ne porteraient leur fruit que dans des universités tout à fait indépendantes dans leurs décisions et dans leur gestion : choix des professeurs, choix des disciplines, choix des diplômes, choix des élèves, choix des locaux, ceci sous la houlette d'une direction ferme et efficace dans une ambiance concurrentielle ; l'exemple des USA est parlant à cet égard.

Il est prévu 4,5 milliards, pour « faire émerger la ville de demain ». Indépendamment de cette phrase idiote, il est facile de reconnaître dans les détails de ce prétendu investissement le salut donné à la chimère du réchauffement climatique : la ruine est au bout du chemin.

Il y a plusieurs petits milliards consacrés aux techniques récentes : accélérer le passage de la France au très haut débit et développer les contenus numériques innovants. S'il est une industrie qui n'a nul besoin de l'Etat pour se développer, c'est bien l'industrie de l'informatique qui grandit toute seule dans tous les pays du monde. L'on se garde de rappeler la catastrophe provoquée par l'intervention d'un général dans l'industrie informatique française, il y a déjà très longtemps.

Il n'est pas d'action étatique sans la création d'organismes spécialisés et nouveaux, porteurs de succulents fromages. C'est pourquoi il est prévu la mise en place auprès du

premier ministre d'un comité de surveillance composé à parts égales de parlementaires, de personnalités qualifiées et de représentants des ministères concernés. Également, il est préconisé que l'argent récolté ne soit pas placé dans le budget général mais dans un compte spécialisé : ce sera donc une petite principauté vivant à part, ce qui est bien commode pour ne pas être trop contrôlé.

Mais la parlotte, qui s'étire en longueur, n'est pas finie. Les projets seront soumis aux chefs syndicalistes et aux partis politiques, à savoir évidemment seulement ceux que le pouvoir quasi totalitaire agrée à cette fin.

Parvenu à ce point et dans l'attente des prochaines évolutions, il est permis de tirer certaines conclusions.

Dans le privé, les parlottes sont réduites au maximum. Nous savons, certes qu'il y a des débordements mais c'est le rôle des gestionnaires d'éviter la réunionnisme. Dans le public ce n'est pas le cas mais juste le contraire à savoir le foisonnement des parlottes avec des coûts gigantesques.

En plus des coûts, il s'ajoute les délais. Dans le privé, l'on économise le temps car la juste gestion du temps et des délais fait partie des profits. Or, le pouvoir embarrassé par son idée folle met du temps à sortir le bébé et personne ne sait quand il sortira vraiment : or, il avait été indiqué que ce grand emprunt devait « sauver la France » et ce devait être urgent ! Au chapitre des coûts ne pas oublier les grasses commissions des banquiers.

Au titre des dégâts collatéraux, personne ne connaît les effets de l'assèchement proportionnel des crédits aux entreprises privées, seules aptes à créer de la richesse pour sortir de la crise.

Enfin, pour terminer, il faut compter avec les pertes considérables et les combines qui résulteront de l'attribution artificielle des aides et des investissements. Les couteaux sont déjà tirés pour profiter du butin pris par la force sur les futurs contribuables français.

Ronald Reagan avait dit un jour : « Les mots les plus terrifiants dans la langue anglaise sont : je suis le gouvernement et je suis là pour vous aider ».

Michel de Poncins

REMARQUE

Les Flashs peuvent aussi être consultés

sur l'édition hebdomadaire de
TOCQUEVILLE MAGAZINE (tous les mardis) :

<http://www.libeco.net>

et sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

POUR TOUT COMPRENDRE

PARLOTTES ET FETES,

(Divertissements pour accompagner le désastre français)

François-Xavier éditeur

En vente chez

DUQUESNE DIFFUSION 27 AVENUE DUSQUESNE 75007 PARIS

tel : 01 45 55 87 55

CITATION

LAURENCE PARISOT

« Aux Etats-unis sous l'administration Bush, il n'y avait plus de règles du tout, ou bien on ne les faisait pas respecter. Ce que la crise actuelle signe, c'est la faillite de l'administration Bush »

NDRL : Il y a tant de bêtises dans ce propos qu'il est permis de se demander ce que Parisot cherche en se livrant à cette diatribe mensongère.

REVUE DE PRESSE

SUISSE MINARETS

Bernard ANTONY

Président de CHRÉTIENTÉ-SOLIDARITÉ

Paris, le 30 novembre 2009

Directeur de la formation

Et des relations internationales

Du PARTI DE LA France

Communiqué :

VICTOIRE DU NON AUX « MINARETS-BAÏONNETTES »

Français et chrétiens, nous nous réjouissons profondément de la grande victoire démocratique du peuple suisse pour dire non à la multiplication des minarets-baïonnettes dans la confédération helvétique et ce avec un taux de participation exceptionnel.

Le premier ministre turc Erdogan ne déclarait-il pas il y a peu : « Les mosquées sont nos casernes, les citoyens nos soldats, les coupes nos casques, les minarets nos baïonnettes » ? On se souvient de l'usage atroce de ces baïonnettes dans une indicible cruauté généralisée que fit l'armée turque pour génocider en 1920 99 % des deux millions de chrétiens arméniens, chaldéens et grecs qui avaient échappé aux tueries antérieures. Le libre pays suisse a résisté aux énormes pressions de tout le système politico-médiatique, capitalo-mondialiste et aussi aux indécentes prises de position des hiérarchies religieuses au sein desquelles l'épiscopat catholique islamo-collaborationniste s'est illustré par sa veule mais très active médiocrité.

La victoire du peuple suisse constitue encore aussi un révélateur de plus du fossé qui se creuse entre les peuples et les oligarchies financières et idéologiques qui en occupent les gouvernements, les administrations, les médias et même les églises pour broyer les identités

nationales et les libertés.

Le peuple suisse a voté contre une très réelle volonté d'avance impérialiste islamo-turque et pour épargner demain à ses enfants les tragédies du Liban et des Balkans.

L'évidence démocratique s'impose qu'il faudrait organiser partout en Europe le même référendum. On pourra admettre des minarets dans nos pays le jour où l'on pourra à nouveau bâtir librement des églises et pratiquer la foi chrétienne dans les pays dominés par l'islam, et notamment en Turquie et en Arabie saoudite.

Pourquoi y a-t-il une grande mosquée à Rome et pas la moindre église à Médine, à La Mecque et dans toute l'Arabie ?

LES LAMPES

Quelques images valent mieux qu'un long discours, et encore plus, lorsqu'elles proviennent de l'ancien empire soviétique qui, comme chacun sait, a été une immense réussite.

D'où le comportement soviétoïde de nos dirigeants. Il faut aussi faire travailler les "amis" qui ont de gros appétits.

**Au besoin, en déclassant tout ce qui existe, comme par exemple, les lampes à incandescence et les remplacer par des dispositifs dix fois plus coûteux dont la preuve de l'efficacité énergétique pour un même éclairage à la mise sous tension et de la durée de vie ne sont pas de réels progrès à sens positif.
Sans même parler de l'aspect "écologique.**

Les diodes électroluminescentes (led) devraient avoir des performances intéressantes mais les niveaux de puissance ne sont pas phénoménaux pour l'instant.

Il n'était pas nécessaire de faire disparaître ce qui marchait bien, mais ceci montre au passage la toute puissance de certains lobbies.

La révélation ces jours ci de la manipulation à très grande échelle sur l'affaire du soi-disant réchauffement climatique mérite une réflexion sur ces fameux donneurs d'ordre qui n'existeraient pas et sur l'avenir de nos libertés.

Yves Le Ruyet

BREVES ET LONGUES

LES CABINETS MINISTERIELS

Le nombre de conseillers des cabinets ministériels a crû de 17,2% entre 2008 et 2009 et la rémunération moyenne mensuelle des personnels contractuels de ces cabinets a augmenté de 12,8% pour atteindre 7.157 euros brut.

Ces chiffres résultent du document budgétaire de Bercy consacré aux "personnels affectés dans les cabinets ministériels", envoyé au Parlement dans le cadre de l'examen du budget de l'Etat pour 2010.

"Quelle confiance peut-on accorder" à un gouvernement qui "ne cesse d'augmenter son train de vie" et "dont la devise est faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ?"

LA CHIMERE DU RECHAUFFEMENT

La double chimère du réchauffement climatique et de sa prétendue origine humaine continue à faire des ravages dans tout le corps social et pas simplement sur le plan international par la préparation de Copenhague qui va être une sinistre comédie.

Maintenant elle s'introduit dans les relations entre propriétaires et locataires. En effet le secrétaire d'État au logement (pourquoi avons-nous un secrétaire d'État au logement ?) prépare un dispositif pour faire partager entre propriétaires et locataires les installations ayant pour but d'économiser de l'énergie. C'est une nouvelle petite usine à gaz qui se prépare et est inspiré par l'idée de nous obliger à avoir les comportements qui complaisent au pouvoir en place, ceci au nom de la double chimère.

En même temps et ce n'est pas un hasard, les ennemis de la vie humaine se mettent en route. La presse énonce dans un grand titre : « moins de naissances équivaut à moins d'émissions de CO2 ». Elle cite un rapport de l'ONU plaidant pour une meilleure éducation des femmes dans les pays pauvres c'est-à-dire pour les conduire à assassiner leurs enfants à naître. Voici une citation : « les gaz à effet de serre ne se développeraient pas de manière si dangereuse si le nombre des habitants de la planète n'augmentait pas si rapidement ». Il s'agit bien d'éliminer les hommes pour sauver la planète.

Pour expliquer et justifier que l'ONU s'attaque en particulier aux populations pauvres il est précisé que ces populations sont les premières victimes des changements climatiques. En quelque sorte : « n'ayez pas d'enfants vous serez moins victimes ».

MAIRIE DE PARIS

Un rapport de l'inspection générale des services de la capitale souligne que l'absentéisme « représente en moyenne 20 jours par agent et par an ». Il s'ajoute aux congés payés et aux RTT. Au total un agent de la ville de Paris travaille moins d'un jour sur deux dans l'année.

LES VELIB

Ces bicyclettes mises en libre-service par la mairie de Paris sont régulièrement vandalisées et parfois volées : on estime qu'en moyenne un vélo de ce type a été vandalisé. Ce phénomène est à rapprocher de l'incendie des voitures et des saccages généralisés : dès qu'il y a un problème quelque part l'on casse et l'on détruit.

La cause véritable de tout cela n'est pas évidemment signalée par la presse : on retrouve pêle-mêle la promotion du divorce, la suppression d'une véritable éducation nationale, l'irrespect de la propriété. Il faut rappeler que jadis les instituteurs enseignaient le respect de la propriété et du bien d'autrui.

LA GRIPPE

L'histoire de la grippe illustre une nouvelle fois le principe des calamités. Dès que les pouvoirs publics ont créé une calamité, ils s'empressent d'en créer d'autres pour corriger la précédente calamité.

Ils se sont lancés à tout va dans la fabrication de vaccins puisque la France a commandé 94 millions de doses. C'était bien trop pour les gens qui voulaient se faire vacciner. De ce fait, ils se sont lancés dans une contre-offensive avec en particulier l'obligation de se faire vacciner pour des personnes qui ne le voulaient pas. En même temps ils répandent la terreur dans la population avec des photographies épouvantables de personnes qui sont atteintes de la prétendue pandémie.

IDENTITE NATIONALE

Eric Besson chargé du dossier montre son vrai visage.

Il a déclaré sur une radio : « je suis là pour être une machine à fabriquer des citoyens rationnels ». Cela veut dire que nous sommes complètement nuls et que, pour nous faire rentrer dans un moule totalitaire, il va falloir nous apprendre à vivre et à penser comme il faut.

Ce débat de l'identité nationale est un aveu, car, dans le cas contraire, il n'y aurait pas besoin d'en parler et tout le monde se sentirait bien en France. Cela veut bien dire que le pouvoir quasi socialiste a détruit la nation.

DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

FRANCE TELECOM

Bonjour,

Relativement à l'article sur les suicides dans les grandes entreprises, et chez France Telecom en particulier, je souhaitais partager avec vous l'idée suivante:

Une forte proportion d'employé de France Telecom ont été recruté à une époque où cette organisation offrait un emploi garanti à vie. Je pense qu'il y a donc aussi une grande proportion de personnes chez FT qui ont tout simplement abdiqué sur leur capacité à être leur propre chef, estimant que FT serait leur mère nourricière jusqu'à la fin de leur carrière (voir leur retraite anticipée aussi).

Peut-être pouvons-nous penser que dans les grandes entreprises en général, un grand nombre de personnes se laissent porter par ce confort doux-amer qui laisse croire qu'on s'occupe de vous du moment que vous obéissez et respecter les coutumes (ou la culture) de l'entreprise.

Mais arrive un moment où ce confort deviens un enfer. Vous respectez les règles, mais la pression est de plus en plus forte. Et votre pouvoir de plus en plus réduit, car votre univers s'est appauvri pendant ces années ou vous avez dépensé toute votre énergie pour comprendre et évoluer dans votre organisation. Le monde extérieur vous fait peur, et votre auto-estime se casse la figure. La promesse de l'emploi à vie n'est plus valable... Ajoutez à cela la peur entretenue du chômage, et vous avez donc des employés marionnettes au bord de la dépression...

Cordialement,

Seb Fargis